



مركز بحوث الرقابيين الأفارقة

African Ombudsman Research Centre

Centre de Recherche des Ombudsmen Africains

Centro de Investigação da Provedoria de Justiça Africana

Registration Number : 2014/112069/08

Dennis Shepstone Building, Howard College Campus, University of Kwazulu-Natal, Durban South Africa 4001, Landline: +27 31 260 3823, Fax: +27 31 260 3824

Email: brocka@ukzn.ac.za, www.aoma.ukzn.ac.za

16^e Réunion du Conseil - CROA 6 Septembre 2017

RAPPORT D'ACTIVITE – CROA - pour la période Février - Août 2017

Ce rapport est une actualisation au Conseil d'administration sur les opérations, les programmes et les tableaux financiers du CROA depuis sa 15^e réunion, le 14 février 2017 (15^e réunion du conseil d'administration).

7. RECHERCHE

a) IIO / CROA MOU (Protocole d'Entente)

Lors de la réunion du conseil d'administration du 14 février 2017, le Directeur a présenté la genèse de l'étude et plan IIO / CROA à l'échelle de l'Afrique et un plan pour un protocole d'entente IIO / CROA pour l'aboutissement, étant donné que le protocole d'entente entre l'IIO et l'AOMA n'a pas inclus la recherche. Le Directeur et l'IIO ont travaillé sur un protocole d'entente qui constituerait également le terrain pour une collaboration approfondie en matière de recherche et de formation. Le Conseil d'administration de l'IIO a ratifié le protocole d'entente lors de sa réunion annuelle du Conseil d'administration en fin avril et a envoyé des copies pour la signature dans ses trois langues officielles: français, anglais et espagnol. Le président du CROA a depuis indiqué que l'AOMA devrait d'abord admettre que le CROA peut procéder avec le protocole d'entente avec l'IIO. S'il le fait, le protocole d'entente peut être exécuté à Pretoria.

b) IIO / CROA- Étude à l'échelle Africaine

En prévision du protocole d'entente, l'IIO a donné au CROA son modèle de sondage (utilisé pour sa précédente étude en Asie). Le CROA y a également ajouté deux sujets supplémentaires:

- a) Des questions sur les « antécédents historiques » du rôle d'Ombudsman / Médiateur dans les cultures Africaines traditionnelles. Cela sera résumée dans l'étude IIO / CROA à l'échelle de l'Afrique. Cependant, il constituera également le fondement d'une étude approfondie et d'une publication du CROA sur le sujet après une recherche de bureau supplémentaire, une interview téléphonique et une analyse anthropologique / juridique.
- b) Questions sur les besoins de formation des pays interrogés. Au lieu d'une étude autonome coûteuse (la dernière a été réalisée par GIZ en 2011), les réponses donnent

une rétroaction continue au CROA sur ce qui devrait être priorisé dans la formation à venir.

Le CROA a lancé l'utilisation de l'enquête IIO en Côte d'Ivoire fin février 2016. Onze pays (Ombudsman et cadres supérieurs) ont été interviewés. La plupart d'entre eux ont fourni le CROA avec les documents demandés. Six entretiens ont eu lieu en Zambie (fin de mars) et trois au Burundi (début juillet). Le CROA a maintenant complété des entretiens complets avec 20 bureaux d'ombudsmans, ainsi que quatre autres entrevues partielles, qui ont été menées à l'origine pour l'Étude de l'analyse comparative des systèmes juridiques (au cours de l'AG de l'AOMA, novembre 2016).

Le processus de recherche, qui comprend des entretiens approfondis et des suivis significatifs, donne de nouvelles idées et des leçons pour notre équipe de recherche révélant la diversité et l'adaptabilité de l'institution de l'Ombudsman sur le continent et soulignant la « différence Africaine ». Les commentaires des bureaux de pays sur le processus d'entrevue ont également été positifs, par exemple:

"L'entrevue de recherche du CROA a été un exercice très fructueux pour moi. Il m'a fait concentrer sur notre voyage jusqu'à ZHRC, les défis auxquels sont confrontés et notre réponse, et les domaines d'intérêt pour améliorer la prestation de notre mandat, en particulier notre mandat du Protecteur du citoyen / Ombudsman » a noté le Dr Ellen Sithole, vice-présidente de la Commission des droits de l'homme au Zimbabwe (une institution à double mandat qui sert de la Commission des droits de l'homme et de Protecteur du citoyen).

CROA continuera d'exploiter autant que possible tous les rassemblements d'ombudsman pour la formation et la recherche simultanée pour cette étude de l'IIO / CROA à l'échelle de l'Afrique. Ceci est moins coûteux que l'approche de recherche précédente (pour l'analyse comparative des systèmes juridiques de huit pays) lorsque deux chercheurs ont voyagé dans chaque pays pour mener les entretiens. Sur la base de l'utilisation de l'enquête IIO à ce jour, l'équipe de recherche l'a également simplifiée pour une utilisation plus facile. Notez que chaque entretien consomme environ deux heures. Les entretiens sont organisés à la fois avec l'Ombudsman (en particulier pour la vision globale et la stratégie) et un cadre supérieur (en particulier pour les opérations détaillées et comme point de contact pour les questions électroniques de suivi).

8. INFORMATION

a) Document de politique générale

La réunion du conseil d'administration de l'CROA du 14 février 2017 a examiné la question du Résumé de la politique des meilleures pratiques (« BPPB »). Le mémoire a été fondé sur l'étude comparative des systèmes judiciaires d'Ombudsman à 8 pays. Il a été produit à la suite de la directive du Conseil de février 2016 que le plus grand nombre de produits possibles devraient être achevés avant le 31 mars 2016. Toutefois, lors de la réunion du Conseil d'administration du 6 juillet 2016, le Président a demandé que le mémoire soit retiré, car l'étude comparative devrait être étendue à Huit autres pays.

Maintenant que l'étude juridique comparative sera intégrée à l'Étude de l'IIO / CROA à l'échelle de l'Afrique, le Conseil a décidé, lors de sa réunion du 14 février 2017, que le BPPB pourrait être distribué avec une mise en garde que ses recommandations pour les meilleures pratiques

sont provisoires et basées seulement sur l'analyse de huit pays. Quatre-vingts exemplaires de la version anglaise du BPPB avaient déjà été distribués avant le retrait.

Une version anglaise et française du mémoire sont maintenant disponibles sur le site Web. Le directeur ne suggère pas que les ressources soient investies dans la publication papier dans toutes les autres langues à ce moment comme un BPPB plus complet sera produit en temps voulu.

b) Site Web

Le site Web est mis à jour continuellement et régulièrement avec les informations reçues des membres de l'AOMA. CROA a également réussi à ajouter des liens vers les sites Web de 29 Membres AOMA. CROA continue de dépendre des membres de l'AOMA pour donner des commentaires sur le site Web et aussi pour transmettre des informations et des mises à jour sur leurs activités et les histoires réussies qu'ils aimeront voir publiés. L'objectif est de faire du site une source d'information principale pour quiconque veut en savoir plus sur les institutions africaines de l'Ombudsman.

Le UKZN qui héberge le site Web travaille actuellement sur une plate-forme conviviale qui permettra au CROA de faire rapport sur les statistiques des visites sur le site (la conception actuelle ne permet pas un abattage facile de cette statistique). [Http://aoma.ukzn.ac.za](http://aoma.ukzn.ac.za)

c) Les médias sociaux (Facebook et Twitter)

Les pages Facebook et Twitter du CROA/AOMA sont mises à jour quotidiennement avec des informations telles que:

- Brèves descriptions d'un membre de l'AOMA incluant une courte biographie de son Ombudsman
- Mise à jour sur un nouvel Ombudsman en Afrique et dans le monde, une brève biographie, une brève description de l'institution.
- Des citations de dirigeants célèbres ou Ombudsman sur la bonne gouvernance, la démocratie et la primauté du droit.
- Des histoires réussies et des nouvelles récentes des institutions de l'Ombudsman en Afrique et dans le monde.

Toutes les photos des conférences, des réunions, des formations ou des événements qui impliquent la participation de AOMA et CROA peuvent être extraites de notre page Facebook. Lien Facebook: <https://www.facebook.com/aoma>.
CROA Lien Twitter: <https://twitter.com/AOMAOMBUDSMAN>

d) Le bulletin d'information

En 2016, le CROA a produit un bulletin d'information. Cette année, deux seront produits. Le plan stratégique prévoit trois par an. La 8^{ème} édition du « Africain Ombudsman Toray » (AOT

8) a été produite en avril 2017 et un projet de la prochaine Newsletter (AOT 9) est presque terminé.

e) Mise à jour de la base de données de contact AOMA / CROA

Afin de gérer efficacement et d'organiser l'information, et dans le processus d'identification de à qui s'adresser en cas besoin d'informations auprès des membres de l'AOMA et des collaborateurs du CROA, le CROA est en train de créer une source unique d'informations de contact. Bien qu'une base de données de contacts améliore la fiabilité et organise une mine d'informations, il est important de vérifier que les informations de contact sont exactes et à jour. CROA a demandé à tous les membres de l'AOMA de nommer une personne-ressource pour faciliter l'échange d'informations et de mises à jour. Ce processus est toujours en cours parce que nous avons reçu très peu de réponses en provenance des membres.

f) Les ressources en ligne

CROA a réussi à intégrer une simple bibliothèque de ressources en ligne avec les pays membres de l'AOMA et leurs documents officiels (dont beaucoup ont été soumis pour les entretiens de recherche). Nous avons également créé une bibliothèque élémentaire en ligne qui servira de base de données sur la jurisprudence pour l'Ombudsman Africain. Cela s'appuiera sur une contribution saine des membres de l'AOMA aux jugements plus anciens et récent arrêt de la Cour concernant ou qui se réfèrent à l'Ombudsman.

9. RENFORCEMENT DES CAPACITES

Formation

L'approche générale actuelle de la formation est décrite dans l'annexe H. CROA vise à pivoter la formation à son tour, en fonction de la disponibilité des hôtes, parmi les six régions du continent. Le plus souvent, les pays de l'océan Indien se joindront à la formation en Afrique centrale. L'objectif est de s'assurer que les régions reçoivent essentiellement le même sujet. Le plan de CROA était de mener une formation Introduction à la Médiation dans toutes les régions en vue d'offrir une formation de médiation avancée plus le programme Train-the-Trainer lors de l'Assemblée générale de l'AOMA en novembre 2018. Cependant, il est encore plus important de soutenir les initiatives des membres de l'AOMA.

a. Formation de l'Afrique de l'Ouest: OPCAT (Côte d'Ivoire)

La CROA a soutenu l'initiative de l'Ombudsman pour la Côte d'Ivoire et l'a considérée comme une formation en Afrique de l'Ouest. Du 27 février au 1er mars, l'Ombudsman de Côte d'Ivoire a initié et accueilli 18 pays pour un atelier sur le Protocole facultatif des Nations Unies à la Convention contre la torture et la désignation des mécanismes nationaux de prévention (MNP). L'ombudsman de la Côte d'Ivoire doit être félicité pour cette initiative prospective car aucun NPM n'a encore été officiellement désigné en Afrique.

Lorsque l'Ombudsman du Burkina Faso, Mme. Traore a sollicité que CROA appuie cette initiative, seuls cinq pays s'étaient inscrits. La plupart des bureaux de l'ombudsman n'ont toujours pas de budget pour la formation. Les voyages étaient organisés par le CROA, logement (une personne par bureau), dîner de bienvenue, réunion régionale (lieu et déjeuner) de l'AOMA pour: le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Tchad, le Cap-Vert (logement seulement), le Gabon, la Gambie, le Ghana, le Niger, le Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe. Les participants non parrainés étaient l'ombudsman militaire d'Afrique du Sud et l'hôte Côte d'Ivoire. Onze pays ont été représentés par les Ombudsman eux-mêmes et sept par des cadres supérieurs tels que les secrétaires généraux ou les chefs des divisions des droits de l'homme.

La formation menée par l'Association pour la prévention de la torture (APT) basée à Genève a été parrainée par l'International Ombudsman Institute (qui a également soutenu la traduction et d'autres logistique). L'APT a facilité un excellent programme de diffusion et d'échange d'informations et d'enquêtes. Comme rapporté à l'APT, la satisfaction globale sur une échelle de 1 à 100 (haute satisfaction) variait de 85 à 95% en ce qui concerne: le contenu technique sur l'OPCAT; Pertinence et réponses aux questions; L'opportunité de partager les situations et les défis existants; Et la consultation sur l'élaboration de stratégies à l'avenir.

Les participants se sont engagés à adopter cinq catégories d'actions et de stratégies générales et en pleine échelle allant de l'information à leurs gouvernements des principes discutés dans la formation à la négociation de la désignation formelle en tant que MNP. (Pièce jointe I). Ces engagements fermes et une action étaient probablement possible parce que les Ombudsman étaient eux-mêmes présents à prendre des engagements. Généralement, suite à une telle formation, les cadres supérieurs ne pouvaient que recommander des mesures à leur ombudsman, mais n'auraient pas le pouvoir de prendre des engagements sur place à la fin de la formation.

Le CROA a exhorté tous les pays à signaler tout progrès sur leurs engagements d'ici la fin de septembre. Deux bureaux ont déjà signalé à ce jour:

- Cote d'Ivoire
 - Un Suivi de la formation de l'OPCAT avec une visite au vice-président
 - Des promesses de ratification ont été remises au chef de l'Etat
 - Une plate-forme pour la société civile / ONG a été créée pour la prévention de la torture sous les auspices de l'ancien président de la Fédération internationale de l'action chrétienne pour l'abolition de la torture en Côte d'Ivoire.

- Nigeria
 - Préparation d'un rapport
 - Tenu d'une réunion de stratégie
 - Planification d'une réunion avec les parties prenantes
 - Recherche des moyens de collaborer avec la Commission nationale permanente de la torture

La formation OPCAT a été un développement passionnant.

- Tout d'abord, il est clair que la formation n'a pas simplement transmis d'information, mais a également contribué à la capacité des bureaux de l'Ombudsman en inspirant des actions dans une arène pour la démocratie et la bonne gouvernance dont ils ne s'étaient pas engagés auparavant.
- Deuxièmement, les engagements et le suivi de l'OPCAT ont aidé CROA à réfléchir à de nouvelles façons de mesurer notre impact. Depuis sa création, la mesure principale du renforcement des capacités de CROA a été quantitative: c'est-à-dire le nombre de personnes formées. En mesurant les mesures prises à la suite de la formation, CROA peut ajouter une mesure qualitative de l'impact de la formation.

CROA suivra de même que les bureaux des participants ont appliqué l'apprentissage de la formation de planification stratégique ci-dessous en Zambie. Bien que moins clairs que les engagements de l'OPCAT, nous espérons qu'il y aura des impacts notables.

L'Ombudsman de la Côte d'Ivoire doit être remercié pour un accueil réfléchi et transparent des conférenciers francophones, anglophones, lusophones et arabes. C'était une opportunité pour l'Ombudsman de la région de l'Afrique de l'Ouest et quelques-uns d'ailleurs pour considérer les visions et les capacités de l'institution de l'Ombudsman.

b. Formation en Afrique australe: planification stratégique (Zambie)

La CROA a appuyé l'initiative du Protecteur public pour la Zambie qui a planifié une réunion de la Région Afrique de l'Ouest avec une session de planification stratégique pour l'AOMA. La réunion du Conseil du CROA du 6 juillet 2016 avait accepté de payer pour les frais de facilitateur pour la planification stratégique de l'AOMA. A combiné l'assistance précédemment engagée à l'AOMA pour son plan stratégique avec une formation en planification stratégique. Lors de sa réunion du 14 février 2017, le président du Conseil de CROA a suggéré que le CROA offre une formation en planification stratégique (conformément aux besoins de gestion et de leadership identifiés par l'évaluation des besoins de 2011) au cours de cette réunion d'Ombudsman. La formation a eu lieu à Lusaka en Zambie du 26 au 30 mars 2017. Organisé par le Protecteur public de la Zambie, auquel ont participé quelque 35 Ombudsman et / ou cadres supérieurs.

Le Dr Victor Ayeni, expert mondial sur les institutions de surveillance, a facilité une journée complète de formation: "Création d'un processus d'ombudsman piloté par la stratégie". Il a utilisé des scénarios vifs et des questions pénétrantes pour explorer les hypothèses sur la stratégie et la façon dont les organisations fonctionnent. Les participants ont réfléchi sur les principes, les méthodes et les processus pour développer et exécuter des stratégies. Comme toujours, la compréhension par le Dr Ayeni de l'institution et de l'évolution de l'Ombudsman (en particulier en Afrique) a aidé les participants à réfléchir profondément et largement à propos de leurs propres plans stratégiques (qu'ils ont apportés avec eux) comme moyens de subsistance pour réaliser des performances élevées.

Ce rassemblement s'est terminé par un petit cadeau inscrit du cuivre zambien (contribué par le directeur) pour féliciter le Dr Ayeni pour sa **nomination en tant que chercheur honoraire dans le programme de démocratie, de gouvernance et de prestation de services du Conseil de recherches en sciences humaines de l'Afrique du Sud.**

Le protecteur public pour la Zambie doit être félicité pour l'excellente tenue des multiples réunions et les résultats abordés dans cette très courte période. Ce fut l'occasion - comme collective récente - de réfléchir aux possibilités offertes par l'adhésion à l'IIO, à la vision de brainstorming AOMA et de renforcer les techniques de planification stratégique.

c) Formation en Afrique centrale: introduction à la médiation (Burundi)

Seize agents de l'Ombudsman et cadres supérieurs d'Afrique centrale ont participé à cette formation au Burundi du 2 au 8 juillet. Cette formation fournit un modèle pour la formation à venir dans les régions. CROA a obtenu un formateur local de médiation au Burundi. Le professeur Abekyamwale Abi de l'Université Espoir au Burundi s'est suffisamment orienté dans l'institution, les principes et la pratique de l'Ombudsman, qu'il a été en mesure de fournir une formation crédible et un aperçu des principes et des techniques de médiation pertinents. Son rapport complet est joint (pièce jointe J). L'Ombudsman du Burundi a ensuite demandé au Professeur Abi de faire une présentation clé à la Conférence sur le rôle des institutions de médiation dans la consolidation de la paix le lendemain de la formation.

L'Ombudsman du Burundi est peut-être le seul Ombudsman du monde avec le mandat statutaire de faire la paix. Il s'est engagé à créer un groupe de médiateurs formés au sein d'AOMA qui pourraient être appelés par l'UA et d'autres personnes comme ressources pour intervenir ou prévenir des situations inflammatoires. Cette formation a lancé l'exploration de cette vision et la manière dont l'Ombudsman sans mandat statutaire peut encore contribuer à la paix et à la prévention des conflits.

Programme d'attachement

Le programme pilotes d'Attachement a entraîné la participation de deux personnes de différentes régions aux bureaux de CROA afin d'obtenir une fertilisation croisée des acquis et des compétences. La pièce jointe K détaille l'ordre du jour. L'objectif était de permettre à deux personnes de différentes régions de partager et d'apprendre une expérience intense d'un mois. Ils apprenaient les uns des autres, du programme offert par CROA et, à leur tour, contribuent aux projets du CROA. Plus précisément, les Attachés ont aidé (a) à résumer quelques-unes des entrevues de recherche pour l'étude de l'IIO / CROA à l'échelle de l'Afrique et (b) la recherche et les projets d'articles pour le prochain Bulletin d'informations.

Le programme a été offert en première instance à Hilda Ojiambo en tant que juriste et point de contact de l'AOMA. Il a également été offert à Chipi Mangulama du Malawi. L'Ombudsman pour le Malawi a exprimé son intérêt enthousiaste et encouragement en Septembre 2016 (quand l'idée était encore un simple souhait - pendant les quatre jours de formation en d'enquête pour son bureau qu'elle a parrainé, sans frais du CROA).

La plupart des dynamiques ont été les sessions auxquelles nous avons analysé et lancé un brainstorming approfondir à des enquêtes difficiles en cours dans leurs bureaux. Nous avons par la suite été informés que ces séances fournissaient des informations essentielles pour le récent argument de la Cour d'appel du Malawi et que le Kenya s'attaquait à une affaire qui semblait insoluble.

Pour tenter de répondre aux besoins de formation linguistique identifiés dans l'évaluation des besoins 2011 et à plusieurs reprises demandées au fil des ans, le CROA a organisé des cours de langue française pour le Attachées (le directeur de CROA et responsable des opérations des finances ont également assisté à ses cours). C'était la dépense la plus douteuse en termes d'optimisation des ressources. Un programme aussi court ne fournit pas un résultat durable, à moins que les étudiants continuent leurs cours lorsqu'ils retournent dans leur propre pays. Le CROA lui-même n'est pas une institution de formation linguistique. Le Département des langues appliquées de l'UKZN ne pouvait pas offrir une formation plus d'une fois par semaine. Par conséquent, nous avons engagé l'Alliance Française à le faire. À l'exception de la traduction de documents et de l'interprétation dans les formations régionales, nous devons repenser les façons pratiques que CROA peut soutenir la capacité linguistique comme cela a été si souvent demandé. Si le programme des Attachés devrait continuer, il serait juste que les deux Attachés suivants ne soient pas anglophones.

Le programme d'Attachement a également fourni des occasions pour chaque membre du personnel du CROA à développer leurs propres compétences en faisant une présentation ou la supervision d'une tâche. (Dans un très petit bureau, le personnel doit apprendre quelque chose sur d'autres compétences pour assurer une couverture et une redondance lorsque des collègues sont en congé. Cela élargit également les ressources internes.) Le personnel CROA doit être remercié pour leur enthousiasme et leur investissement personnel dans la fourniture de transports locaux, hébergement, accueillir nos invités à la maison, en organisant d'autres courtoisies et d'orientation à Durban. Nous étions tous heureux de le faire et nos visiteurs étaient charmants, curieux et ajoutaient une énergie merveilleuse à nos bureaux, ainsi que de nouvelles façons de penser à ce que nous faisons.

10. PLAIDOYER

Visite d'orientation: après avoir assisté à la visite du CROA le 14 février 2017, l'Ombudsman du Burundi et trois collègues ont visité le CROA le lendemain matin. Il a détaillé sa vision passionnée du rôle de médiateur africain dans l'ensemble du continent afin de développer l'expertise de la médiation comme étant « sur appel » au besoin. CROA a apprécié sa visite.

Médias: Merci au Dr Annie Devenish pour suggérer l'idée, la recherche et le premier projet d'un article publié dans le Sud l'Afrique-Sunday Tribune Magazine, le 26 Mars 2017 à honneur de la Journée des droits de l'homme. L'article: « L'Afrique pourrait paver la voie des droits » a été distribué au Conseil CROA, tous les membres de l'AOMA, la Commission scolaire du droit et d'autres personnes et organisations intéressées. Il est sur le site web. Un

deuxième article sur les femmes Ombudsman sur tout le continent est en cours de finalisation pour publication. La CROA espère que l'Ombudsman diffusera largement cette production.

Présentations:

- a) 15 mai 2017: à la réunion du personnel académique de l'UKZN Law School sur l'institution de l'Ombudsman et le travail du CROA. Le directeur fera également de brèves présentations au Graduate School of Business et le leadership, l'École de comptabilité, l'économie et des finances et l'École de gestion, l'informatique et la gouvernance.
- b) 30 Août 2017, à la suite de la présentation ci-dessus, on a demandé au directeur de présenter comme conférencier invité lors d'un séminaire des diplômés en droit sur l'impact de l'ombudsman dans la protection des enfants. Elle et le Dr Devenish ont étudié une série de cas de la SA PPSA, Maurice, Iowa, Minnesota, en Irlande et aux Bermudes. Les cas seront affichés dans la base de données.
- c) Le directeur a été parrainé pour faire une présentation à la Conférence biennale de l'Ombudsman des Caraïbes (CAROA) à Bonaire, du 11 au 14 juin). Son article: "La valeur de Networking pour Ombudsman" a été publié sur le site. Le directeur, ancien membre du Conseil CAROA et (alors vice) président de la région IIO des Caraïbes et de l'Amérique latine, a été intronisé à titre de membre à vie honoraire du CAROA.

Certains Ombudsman des Caraïbes ont exprimé leur intérêt à participer à la prochaine AOMA Assemblée générale en 2018. Cela continuerait la relation entre le continent et la diaspora a commencé par Adv. L. Mushwana qui a assisté à la Biennale CAROA 2008 aux Bermudes et Adv. T. Madonsela qui a assisté à la Biennale 2010 à Curaçao.

Promotion de l'institution de l'ombudsman: août 2017 - le Conseil UKZN a terminé un examen consultatif des parties prenantes de l'ombudsman de l'UKZN. Le Prof. Reddi a recommandé que le CROA aide à rédiger les nouveaux termes de référence. Le processus s'est rapidement déplacé vers la phase de recrutement. Le CROA a anonymisé le TOR et le partage avec l'Université de Technologie de Durban qui débute des discussions sur la création d'un Ombudsman.

Respectueusement soumis,
Adv. Arlene Brock
Directeur, CROA.